



Mémoire d'Auschwitz ASBL  
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 512 79 98  
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

## Le cours d'histoire est-il soluble dans un « cours de tout » ?

**Yannik van Praag**  
Mémoire d'Auschwitz ASBL

*Septembre 2018*

L'actualité laisse peu de répit aux historiens. Les questions politiques, économiques et de société où le passé est directement pris à partie rythment de notre quotidien. Les ombres des années 1930 sont particulièrement vivaces, celles de notre passé colonial presque tout autant. Elles suscitent d'innombrables analogies avec le présent, parfois pertinentes, souvent hasardeuses. À travers ce grand barnum, le rôle de l'école dans la transmission de notre passé est constamment soulevé, avec, en corollaire, les interrogations de personnalités politiques, académiques ou associatives sur celui du cours d'histoire. Les transformations que celui-ci s'apprête à connaître dues au Pacte pour un Enseignement d'excellence ne sont pas sans soulever des inquiétudes.

Cet été au Pukkelpop (festival de musique près d'Hasselt), deux jeunes femmes de couleur sont agressées physiquement et verbalement. Les images qu'elles relaient via les réseaux sociaux montrent de jeunes néerlandophones entonner : « Handjes kappen, de Congo is van ons » (« Couper les mains, le Congo est à nous »). L'émotion est vive. La secrétaire d'État à l'Égalité des chances suggère de faire visiter aux auteurs de ces actes le Musée royal de l'Afrique centrale<sup>1</sup>, suscitant immédiatement l'ire d'associations de mémoire du colonialisme pour qui l'incident relève de problèmes de société plus profonds, notamment celui de la maigre place qu'occupe l'histoire coloniale dans notre enseignement.

Tout récemment, le documentaire de la VRT *Wie is Schild en Vrienden écht ?* a dévoilé le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie et le sexisme véhiculés au sein d'un mouvement identitaire d'extrême droite. On y découvre des échanges massifs de messages et d'images faisant immédiatement référence au Troisième Reich et à la Shoah. L'émoi suscité par ce reportage est amplifié par le fait que les membres du groupuscule ne sont pas des marginaux au crâne rasé, mais de jeunes bourgeois comptant bon nombre d'universitaires et dont le fondateur siégeait (il a depuis été renvoyé) au conseil d'administration de l'université de Gand (UGent). Dans le flot de critiques et d'analyses que cette diffusion a déclenché, la question du travail de mémoire avec les plus jeunes sur l'histoire du nazisme s'est bien évidemment posée.

Des élus du Mouvement réformateur ont déposé en juin dernier une proposition de résolution au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour que l'étude des crimes des régimes communistes soit davantage intégrée aux programmes de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> secondaires. Ces élus ne cachent pas, par ailleurs, que leur initiative est guidée par une préoccupation politique : leur inquiétude quant à la montée du Parti du Travail de Belgique dans les urnes.

---

<sup>1</sup> Le musée étant en rénovation jusqu'à la fin de l'année, le Parquet leur a finalement imposé de visiter celui de Kazerne Dossin à Malines.

En France, on se souvient de la polémique soulevée par François Fillon lorsque, en pleine campagne présidentielle, il proposait de « réécrire les programmes d'histoire avec l'idée de les concevoir comme un récit national. » Si les débats sur l'identité nationale sont moins présents en Belgique, tout au moins au sud du pays, on perçoit néanmoins dans ce genre d'initiative une méconnaissance de la pratique du cours d'histoire dans les écoles. Le fait que la démarche de l'historien a évolué depuis Lavissee ou Michelet n'est apparemment pas connu de tous.

Le cours d'histoire est souvent perçu comme un enjeu politique, constamment sollicité pour transmettre des mémoires diverses, parfois contradictoires. Il y a cependant consensus sur le fait qu'il est un élément important dans la formation de citoyens adultes, critiques et responsables. À chaque dérapage populiste, raciste, à chaque manifestation de l'extrême droite, chez nous ou chez nos voisins, chacun s'accorde à rappeler combien il est nécessaire d'enseigner aux jeunes ce que fut le fascisme et ce qui a permis son ascension. L'école se retrouve toujours au centre des débats.

On pourrait énumérer les exemples à l'infini, dans des domaines de l'histoire les plus divers (histoire des migrations, histoire des femmes, histoire économique, histoire sociale, histoire du monde arabe, histoire des religions, etc.), et montrer combien sont nombreux les « lobbys » désireux que l'on accorde une plus grande place à telle ou telle matière dans le cursus scolaire. En soi, n'ont-ils pas tous raison ?

Rappelons que le cours *ex cathedra* n'a plus sa place dans l'enseignement de l'histoire. Les savoir-faire qui y sont valorisés sont aujourd'hui la critique des sources (à l'heure des réseaux sociaux, ce n'est pas un luxe), la capacité à construire des explications de phénomènes aux dimensions multiples (sociales, économiques, politiques, etc.), à réfléchir sur les racines profondes des grands enjeux contemporains, etc. Ce serait une erreur de ne l'envisager que comme un cours de citoyenneté ou de le cloisonner aux enjeux mémoriels. Le but premier d'un professeur d'histoire n'est plus de transmettre un savoir encyclopédique, mais bien de prodiguer une formation intellectuelle, et donc une méthode, qui permet de comprendre le monde actuel. Pourtant, même si la question est toujours en suspens, le Pacte d'excellence se propose de l'intégrer (et de le diluer ?) dans un ensemble plus vaste qui regrouperait diverses branches des sciences humaines.

À cette fin, le cours intégrera, aux côtés de la géographie et de l'histoire, les sciences économiques et sociales. En secondaire, la formation en sciences humaines pourra être assurée par un même enseignant s'il dispose de l'ensemble des compétences requises ou par des enseignants différents<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> <http://www.pactedexcellence.be/wp-content/uploads/2018/01/Grilles-horaires-Journ%C3%A9e-de-consensus-20-janvier.pdf>, consulté le 21 septembre 2018.

La disparition du cours d'histoire en tant que matière spécifique a déjà suscité de nombreuses réactions épidermiques de la part d'enseignants et du corps académique. En janvier 2018, un collectif de plus de 230 historiens (dont près de 60 professeurs d'université et de nombreux signataires de hautes écoles, d'écoles secondaires, du monde des archives et du secteur culturel, de Belgique et au-delà) signaient une carte blanche où ils rappelaient leur attachement à l'enseignement de l'histoire à l'école secondaire, ainsi qu'à l'apprentissage de la démarche d'historien, de la réflexion critique et de la critique des sources. Ils soulignaient qu'il n'est pas sérieux de prétendre qu'un enseignant puisse être à la fois historien, géographe, sociologue et économiste.

Ceux qui militent pour qu'une plus grande place soit donnée à notre histoire coloniale n'ont incontestablement pas tort. Pour rappel, une enquête menée en 2008 auprès de rhétoriciens belges montrait qu'un quart d'entre eux ignorait que le Congo avait été une colonie belge<sup>3</sup>. La matière est complexe et pas nécessairement abordée durant le cursus universitaire des futurs enseignants. Pour pouvoir en parler en classe, il faut maîtriser un savoir particulièrement tentaculaire qui, rappelons-le, n'est pas une histoire parallèle à celle de la Belgique, mais en est une partie intégrante. Cependant, pour aborder les héritages du passé avec une classe d'adolescents, il faut aussi être prêt à faire face aux débats contradictoires. C'est ce que nous rappelle Amandine Lauro, chercheuse qualifiée du FNRS et spécialiste de l'histoire coloniale :

Parce que les héritages du passé colonial se donnent à voir dans la complexité des rapports de migration ou dans les représentations des « Autres » toujours à l'œuvre dans une série de discriminations actuelles, parce qu'ils peuvent se révéler des champs d'affrontements mémoriels et d'affirmations identitaires, l'histoire de la colonisation constitue parfois un terrain miné pour les enseignants.<sup>4</sup>

Soulignons aussi que l'histoire coloniale belge, quand elle est abordée, se limite essentiellement au Congo. Rwanda et Burundi sont quasi absents des cursus scolaires. Le génocide des Tutsis au Rwanda n'est, quant à lui, sauf à de très rares exceptions, jamais étudié par les élèves du secondaire.

Travailler sur la Shoah avec des adolescents soulève d'autres questions qui ne sont pas moins prégnantes. Si l'on veut donner aux élèves les clés suffisantes pour l'appréhender avec intelligence, il faut du temps. Le génocide des Juifs ne peut être envisagé que dans le cadre plus large de l'étude de l'entre-deux-guerres, du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale. Il faut pouvoir s'appuyer sur des documents d'époque (textes, photos, affiches, films, etc.) et idéalement intégrer des visites extérieures, comme celle du musée Kazerne Dossin à Malines. Cela ne peut se faire en quelques heures de cours. De plus, lorsque l'enseignant travaille sur l'Allemagne nazie, il doit non seulement démontrer une bonne maîtrise du sujet, mais aussi être prêt à voir son cours déborder du domaine historique.

---

<sup>3</sup> Nico Hirt, « Seront-ils des citoyens critiques ? » Enquête auprès des élèves de fin d'enseignement secondaire en Belgique francophone et flamande, Bruxelles, APED, 2008, p. 33.

<sup>4</sup> Amandine Lauro, « Manger végétal ou colonial ? Les (vrais) enjeux de l'histoire de la colonisation », in *Éduquer* n° 133 (nov. 2017) p. 15 à 19.

À ce titre, arrêtons-nous sur le témoignage de Michel Staszewski<sup>5</sup>, professeur fraîchement retraité, sur son expérience dans un athénée d'un quartier populaire de la région bruxelloise. La Shoah, abordée comme aboutissement de la politique antisémite de l'État nazi, y suscitait régulièrement des réticences « Pourquoi encore en parler ? » « On en parle trop ! » « Y a pas qu'eux ! » Michel Staszewski explique comment il a mis à profit cette hostilité et ces préjugés négatifs pour déconstruire la mécanique raciste.

L'expression, en classe, de préjugés antisémites devenait ainsi l'occasion d'un travail de fond sur le racisme, très impliquant pour les élèves.

Les réflexions qu'il nous livre de son expérience sont des pistes passionnantes. Plutôt que de chercher l'évitement ou la condamnation sans appel, il prône, pour combattre efficacement les fantasmes multiples, de laisser les adolescents s'exprimer sans interdit, oser laisser venir tous les débats : la concurrence victimaire, les lois mémorielles, le négationnisme, le complotisme, etc.

Toutes les questions et objections exprimées par les élèves étaient accueillies sans tabou et sans jugement, traitées dans une approche historique (recherche, analyse et critique des diverses sources d'information) et soumises au débat. Plus les élèves recevaient des réponses argumentées à leurs questions, plus ils recevaient des informations quant à la réalité de la politique raciste du Troisième Reich, plus ils éprouvaient de l'empathie pour les victimes et plus ils se sentaient concernés, étant pour la plupart eux-mêmes victimes de préjugés et de discriminations.

Les deux exemples brièvement évoqués ci-dessus (la question coloniale et la Shoah) ne représentent qu'une partie (très) limitée de ce que les élèves de la fin du secondaire sont censés aborder au cours d'histoire. En effet, le programme est dense<sup>6</sup>. Pour le 20<sup>e</sup> siècle, qui en constitue l'essentiel, les rhétoriciens sont censés être confrontés aux deux guerres mondiales, au conflit Est-Ouest (et aux efforts de sécurité collective), aux systèmes politiques (totalitarismes, autoritarismes et démocraties), à la décolonisation et aux relations Nord-Sud, aux mutations de la société et des mentalités, aux grandes questions macroéconomiques (croissance et crises), à la Belgique dans l'Europe et le monde (supranationalité, fédéralisme et identités régionales) et aux « problèmes et enjeux de notre temps »<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> Michel Staszewski, « Enseigner le judéocide : un témoignage professionnel », in *Éduquer* n° 133 (nov. 2017) p. 23 à 26.

<sup>6</sup> Compétences terminales et savoirs requis en histoire – Humanités générales et technologiques : <http://www.enseignement.be/index.php?page=24918&navi=547>. Consulté le 19 septembre 2018

<sup>7</sup> Ceci ne concerne que l'enseignement général. Dans l'enseignement technique et professionnel, les matières historiques ne font déjà plus l'objet d'un cours spécifique.

Réussir à traiter en profondeur l'ensemble de ces questions dans le cadre d'un cours d'histoire spécifique (de deux heures par semaine) est un défi ambitieux. Y parvenir dans le cadre d'un cours qui engloberait des champs du savoir nettement plus vaste (l'histoire, l'économie, la géographie et la sociologie), en disposant inévitablement de moins de temps pour l'étude du passé relèverait franchement de l'exploit. Certes, il s'agit de branches complémentaires, mais qui mobilisent des savoirs et des méthodes si différentes qu'il est illusoire d'attendre d'un enseignant une maîtrise de chacune d'elles.

La société numérique et son flux ininterrompu d'informations offre aujourd'hui un tremplin aux pires raccourcis, détournements et mensonges. Les discours populistes et racistes circulent d'une manière qui aurait semblé invraisemblable il n'y a pas vingt ans. Les théories complotistes, négationnistes véhiculent sur la toile les pires contre-vérités historiques, sans garde-fou. Les adolescents y ont accès et ne se privent pas de les relayer. Consacrer du temps à l'étude de l'histoire et les initier à son analyse critique paraît plus que jamais indispensable.



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

*Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.*

*À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.*

*Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.*